

Éditorial

Isabelle ROUSSEL

Présidente de l'APPA

Pointes ou pics de pollution, épisodes fortement pollués, séquences de pollution élevée, dépassement de seuil, non respect des normes, alertes... Le vocabulaire utilisé pour caractériser ces épisodes présentant des niveaux de pollution plus élevés est très varié et d'autant plus incertain et flou que de nombreux médias se sont emparés du phénomène. En effet, si l'on en croit la presse, ces journées particulières permettent de rendre manifeste ce « tueur invisible » qu'est la pollution de l'air et donc de souligner avec à-propos le risque qu'il génère pour la santé de l'homme et le vivant en général. Le mois de mars 2014 a été l'occasion d'un épisode de pollution par les particules d'une ampleur et d'une durée rares, à un moment où l'OMS revoyait très fortement à la hausse, les chiffres de l'impact sanitaire mondial de la pollution atmosphérique, soit sept millions de décès par an, c'est à dire 6,5 % des décès. Cette évaluation faisait suite aux décisions récentes de l'OMS de classer les émissions diesel, puis quelques mois plus tard la pollution de l'air elle-même, comme cancérigènes certains. Cette situation et ces données nouvelles sont intervenues en pleine campagne électorale en France, dans un contexte d'effervescence politique et médiatique. Elles ont eu un impact très important dans les médias, et offert des éléments très significatifs pour faire apparaître les contradictions et les faiblesses des politiques en matière de qualité de l'air. On peut rappeler à ce propos que les niveaux élevés de pollution par les particules font l'objet d'un contentieux européen, et que la qualité de l'air apparaît de façon croissante comme un enjeu de santé publique reconnu par les instances publiques locales et nationales. Ainsi l'État français, dans sa fonction de garant de la sécurité sanitaire, a développé une procédure d'urgence, un dispositif d'alerte permettant de mettre en garde la population et d'encourager la diminution des émissions, voire même d'édicter un certain nombre de contraintes. Cet épisode récent, succédant à celui de décembre 2013, a fortement marqué les esprits et soulevé de nombreuses questions quant à la gestion de la pollution lors de ces journées particulières. Les réponses à ces interrogations sont complexes car

elles relèvent du fonctionnement de la gouvernance de la qualité de l'air, de la précision et de la variabilité spatiale et temporelle du mesurage, de la fiabilité des modèles de prévision, de l'évaluation des risques sanitaires liés au mélange des polluants, de la pertinence des actions à mettre en œuvre dans l'urgence...

Or la gestion de ces épisodes s'enracine dans une profondeur historique qu'il convient de rappeler pour bien comprendre le présent. L'APPA qui, depuis de longues années, a suivi ces questions avec un regard scientifique et indépendant, remercie le bureau de la qualité de l'air du MEDDE de lui avoir confié la lourde tâche de solliciter des analyses pertinentes sur ces épisodes récents pour formuler des réponses adaptées à des phénomènes de nature différente et dont la déclinaison spatiale est souvent hétérogène. À travers une résonance médiatique sans doute disproportionnée par rapport aux effets subreptices de la pollution chronique, c'est néanmoins une attente forte de la population vis-à-vis de la qualité de l'air qui s'exprime, comme en témoignent les sondages récents (CGDD 2014, ADEME 2014). Tout l'enjeu de la décision politique consiste à intervenir selon différentes échelles spatio-temporelles puisque le temps du pic de pollution n'est pas celui du temps long de l'évolution de l'environnement. Cependant, comme le montre l'analyse diachronique des articles publiés par le *Progrès de Lyon*, le contexte dans lequel se manifestent ces épisodes a beaucoup évolué. Au lendemain de la loi sur l'air de 1996, la découverte déconcertante pour le public de la pollution à l'ozone associé au beau temps ensoleillé, a marqué le passage, en matière de gestion de la qualité de l'air, de la pollution industrielle, plus facile à maîtriser par la réglementation, à une pollution plus diffuse, aux sources multiples : chauffage au bois, carburant des voitures, agriculture..., aux origines parfois lointaines et souvent dépendantes des comportements individuels : (modes de transport et de chauffage par exemple). Cette évolution structurelle s'est accompagnée d'un enrichissement constant des connaissances tant sur les caractéristiques de la pollution que sur les mécanismes

de sa formation et la multiplication des effets insidieux des polluants sur la santé. Comment, dans ces conditions, décréter une alerte dont la mise en œuvre soit efficace mais donne aussi le goût de la pérennisation des actions entreprises lorsque les feux de l'actualité sont braqués sur la qualité de l'air ? Ainsi, une fois l'effervescence médiatique retombée, il est aujourd'hui temps de s'interroger sur les bonnes réponses à apporter. Certes, en France, l'État est en première ligne, puisque la décision politique lui appartient, mais il n'est pas seul. Tous les acteurs de la qualité de l'air sont impliqués dans l'utilisation du temps court du pic pour mettre en œuvre des actions structurelles qui, au risque de décevoir des citoyens si leur horizon se limite au présent, porteront leur fruit sur le temps long, (mais aussi à moyen terme), celui des générations futures, dont le bien-être à venir constitue un enjeu fort. Néanmoins, comme le montre le sondage effectué pour l'ADEME en Ile-de-France, 27 % de la population enquêtée a ressenti une gêne physique pendant les journées de mars les plus polluées, et 64 % des personnes étaient concernées par la présence d'une personne sensible au sein de leurs proches. Les réponses à apporter pour améliorer les désagréments ressentis par ces habitants ne doivent pas être négligées. Or le développement des connaissances sur la caractérisation de ces épisodes permet d'apporter des réponses plus pertinentes pour écrêter les pointes : ainsi, au cours du mois

de décembre 2013, limiter le chauffage au bois ou les émissions automobiles locales, était out à fait pertinent dans les zones bien localisées où la pollution s'était accumulée. Ces stratégies, mieux ciblées, ne dispensent pas les personnes les plus sensibles de modifier leur comportement au cours de ces jours-là pour se protéger, et il revient à l'ensemble des habitants de se mobiliser pour tirer le meilleur parti de ces événements. C'est pourquoi ce numéro de la revue *Pollution atmosphérique* a fait appel à des contributions venant d'horizons très variés : le bénéfice à tirer de ces pics de pollution dépend de la qualité de la surveillance, de celle de la prévision, de la spécificité des conditions météorologiques, de l'acceptabilité des contraintes et de la crédibilité de la parole publique. Là encore, comme pour de nombreuses questions environnementales, l'efficacité des décisions résulte de la cohérence des actions mises en œuvre et de la convergence des points de vue des différentes parties prenantes. Le temps de la réflexion offert par ce numéro est aussi un temps court puisque déjà les pics suivants surviennent... Est-on prêt à les utiliser au mieux de manière à pouvoir constater le sérieux avec lequel ces questions sont prises en compte en dépit d'une actualité qui focalise l'attention sur d'autres sujets politiques et économiques qu'il convient de ne pas séparer de l'élément vital qu'est la qualité de l'air ?